



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie  
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Lucé, le 13 octobre 2008,

Groupe de subdivisions d'Eure-et-Loir

Directeur

Référence : 220/RAAPC/IC08498

Affaire 081879 suivie par :

drirc.gs28@industrie.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92

Vérifiée par

0022020081013SYN

Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'UTILISATION ET DE DETENTION DE SOURCES  
RADIOACTIVES

SOCIETE SEALED AIR  
(N° ICPE : 220)

A EPERNON

-----

PJ : Plan de localisation ;  
Projet d'arrêté préfectoral.

## **I. GENERALITES**

### **Modification de la nomenclature des installations classées**

Le décret n° 2006-1454 du 24 novembre 2006 a modifié la nomenclature des installations classées en créant 2 nouvelles rubriques (1715 et 1735) en remplacement des anciennes rubriques 1710, 1711, 1720 et 1721 dédiées aux substances radioactives.

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

Ce principe d'antériorité est, de fait, applicable aux installations qui relèvent aujourd'hui de l'autorisation préfectorale alors qu'elles disposaient déjà d'un récépissé de déclaration pour des substances radioactives ou qu'elles étaient connues de l'administration pour l'entreposage et l'utilisation de ces mêmes substances.

La société SEALED AIR disposait d'une autorisation délivrée par l'ex-DGSNR n° T 280208 pour l'entreposage et l'utilisation de substances radioactives.

Par courrier en date du 7 février 2007, la société SEALED AIR a transmis à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir un formulaire précisant sa situation administrative au regard de la rubrique 1715.

L'administration avait donc connaissance de l'existence des substances radioactives entreposées ou mise en œuvre sur le site.

### **Simplification administrative**

Le site est soumis à autorisation pour une installation autre que celles relevant de la rubrique 1715 et est concerné par la rubrique 1715 (autorisation ou déclaration) : dans ces conditions, le site doit prendre en compte les dispositions de l'article de l'article L. 1333-4 du Code de la santé publique et l'arrêté « ICPE » vaudra autorisation de détention et d'utilisation de substances radioactives.

L'exploitant a fourni les éléments demandés par l'administration pour la prise en compte, dans les prescriptions techniques associées, des enjeux environnementaux et de santé publique qu'impose la double autorisation.

## **II. SITUATION ADMINISTRATIVE**

La société SEALED AIR est autorisée, au titre des installations classées par l'arrêté préfectoral du 3 février 2000 modifié, au titre des rubriques :

Rubrique autorisée	Alinéa	Régime	Activité	Nature	Critère	Seuil	Unité	Volume	Unité volume
1175	2	D	Organohalogénés (emploi de liquides)		quantité présente	>200 et l <=1 500			
1432	2a	A	Liquides inflammables (stockage)		capacité équivalente	> 100	m <sup>3</sup>	307	m <sup>3</sup>
1433	Ab	DC	Liquides inflammables (mélange ou emploi)	Installation de simple mélange à froid	quantité équivalente présente	> 5 et <50	t		t
1434	2	A	Liquides inflammables (remplissage ou distribution)	Chargement - déchargement ou dépôt autorisé		sans seuil			
1510	1	A	Entrepôts couverts	stockage de combustibles > 500 t	volume	>= 50 000	m <sup>3</sup>	134000	m <sup>3</sup>

Rubrique autorisée	Alinéa	Régime	Activité	Nature	Critère	Seuil	Unité	Volume	Unité volume
1720	2b	D	Radioactives (utilisation, dépôt, stockage) sources scellées conformes	groupe 2	activité totale	$\geq 3\,700\text{ M}$ et $< 3\,700\text{ G}$	Bq	101	mCi
1720	3b	D	Radioactives (utilisation, dépôt, stockage) sources scellées conformes	groupe 3	activité totale	$\geq 3\,700\text{ M}$ et $< 3\,700\text{ G}$	Bq	3805	mCi
2260	2	D	Broyage, concassage, criblage, etc de substances végétales		puissance installée	$>100$ et $\leq 500$	kW	110	kW
2450	2a	A	Imprimeries ou reproduction graphique utilisant une forme imprimante	Héliogravure-flexographie	encre consommée	$>200$	kg/j		
2661	1a	A	Polymères (transformation)	conditions particulières	quantité traitée	$\geq 10$	t/j	204,5	t/j
2661	2a	A	Polymères (stockage de)	procédé mécanique	volume stocké	$\geq 1\,000$	m <sup>3</sup>	2705	m <sup>3</sup>
2910	A2	DC	Combustion (installation de)	au gaz naturel, GPL, fioul, charbon, ...	puissance thermique maxi	$>2$ et $<20$	MW	18,6	MW
2920	2a	A	Réfrigération ou compression (installation de) pression $>10\text{E}5\text{ Pa}$	autres cas	puissance absorbée	$>500$	kW	5 516	kW
2921 (déclaration d'antériorité du 1 <sup>er</sup> /12/05)	1a	A	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)	Autre que circuit primaire fermé	puissance thermique évacuée	$\geq 2000$	kW		kW
2925		D	Accumulateurs (atelier de charge d')		puissance maxi courant continu	$>50$	kW		kW
2940	2a	A	Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)	autre procédé	quantité maxi utilisée	$>100$	kg/j		

Par courrier du 17 janvier 2005, la société SEALED AIR a déclaré qu'elle avait remplacé ses transformateurs au PCB (rubrique 1180 de la nomenclature des installations au titre de laquelle la société SEALED AIR était soumise à déclaration).

Au regard de la rubrique 1715, du paragraphe 1 du présent rapport et des seuils d'exemption associés aux radioéléments utilisés, l'établissement relève du régime de la déclaration.

### **III. UTILISATION DES SOURCES RADIOACTIVES**

La société SEALED AIR utilise des sources scellées comme :

- source test afin de s'assurer du bon fonctionnement des sondes de mesure d'ambiance près des accélérateurs de particules ;
- sources étalons.

L'activité maximale détenue autorisée est de :

- 1206,5 kBq pour le strontium 90 (Sr90) – 4 sources étalons ;
- 3 966,8 kBq pour le césium 137 (Cs137) - 1 source test et 21 sources étalons

### **IV. ELEMENTS COMPLEMENTAIRES FOURNIS PAR L'EXPLOITANT**

Des dispositions sont prises pour assurer la sécurité du site contre les vols et les pertes de substances radioactives.

Les substances radioactives sont entreposées dans des coffres de stockage fermant à clé. Elles sont utilisées une fois par mois pour la source test et lors des opérations de maintenance pour les sources étalons. Un cahier de suivi d'entrée et de sorti est renseigné à chaque utilisation.

L'exposition générée par les substances radioactives ne sera pas susceptible de générer une dose équivalente corps entier supérieure à 1 mSv/an au public.

L'exploitant a fourni les engagements de reprise des sources radioactives scellées au bout de 10 ans.

Etat des substances radioactives mise en œuvre ou entreposées sur le site :

Nombre de sources	Radioéléments	Activité	Q total	Classement 1715
1	Sr 90	300 kBq	517	Déclaration
1	Sr 90	296 kBq		
1	Sr 90	296 kBq		
1	Sr 90	314,5 kBq		
1	Cs 137	3,5 MBq		
21	Cs 137	22,2 kBq		

L'exploitant détient également :

- 34 sources d'Américium 241 (Am241) de 26 kBq chacune, implantées dans des détecteurs de fumée et 1 source de césium 137 (Cs137) de 37 KBq qu'il n'utilise plus et qui vont être reprises par le fournisseur. Elles ne sont pas comptabilisées pour l'autorisation de détention et d'utilisation de sources.  
Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint prescrit l'évacuation des sources non utilisées sous un délai maximal de 3 mois.
- une source de Césium 137 de 37 Kbq non utilisée ; Le projet d'arrêté ci-joint prescrit qu'elle soit retournée à son fournisseur sous un délai maximal de 6 mois.

### **IV. PROJET DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES - AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR**

Le projet de prescriptions complémentaires joint en annexe reprend les prescriptions spécifiques fixées dans les autorisations jusqu'à maintenant délivrées par la DGSNR.

Elles concernent notamment :

- le conditionnement des sources,
- l'enregistrement et les dispositions à prendre en cas de perte ou de vol,
- la surveillance en terme d'effets radiologiques pour le public (respect du seuil de dose efficace ajoutée de 1mSv/an)et le zonage pour le personnel,
- le risque incendie.

## **V. CONCLUSION**

Suite aux modifications de la nomenclature des installations classées pour des installations existantes régulièrement autorisées et connues de l'administration, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 513-1 du code de l'environnement (installations fonctionnant au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité).

Conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement, il y a lieu de prescrire à l'exploitant, sous forme d'arrêté complémentaire, les dispositions techniques rendues nécessaires par l'entreposage et/ou la mise en œuvre des substances radioactives.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint en annexe vaudra autorisation de détention et d'utilisation de sources radioactives au titre du Code de la santé publique.

Le suivi de l'établissement sera effectué par l'intermédiaire d'un "dossier de suivi", dont la constitution et les fréquences de mise à jour sont fixées dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Ce dossier devra être tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées et transmis à Monsieur d'Eure-et-Loir au moins tous les cinq ans et à chaque modification.

En conclusion, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel nous proposons de donner un avis favorable au projet d'arrêté joint en annexe.

NB : L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (I.R.S.N.) reste en charge de la gestion des sources radioactives (enregistrement des acquisitions, reprises, éliminations, etc...).

Une copie de l'arrêté préfectoral devra donc lui être transmise (unité d'expertise des sources, IRSN/DRPH/SER, BP17 – 92262 FONTENAY-AUX-ROSES).

L'inspecteur des Installations Classées

Vu et transmis avec avis conforme  
Pour le directeur, par délégation,  
Le chef de groupe de subdivisions,